

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 12/020/2008

ÉFAI

20 août 2008

Égypte. Il faut arrêter de tuer ceux qui tentent de traverser les frontières

Amnesty International a écrit cette semaine au chef de l'État égyptien, Hosni Moubarak, pour l'exhorter à faire cesser le recours à la force meurtrière contre les migrants africains qui essaient de traverser la frontière pour se rendre en Israël.

Dans son dernier compte rendu de la situation, publié ce mercredi 20 août, l'organisation prie les autorités égyptiennes de mettre fin aux violences contre les migrants d'Afrique sub-saharienne, qui continuent à être emprisonnés ou tués, ou encore renvoyés de force dans des pays où ils risquent d'être victimes de graves atteintes à leurs droits fondamentaux.

D'après les estimations d'Amnesty International, 25 personnes ont été abattues depuis le milieu de l'année 2007 alors qu'elles tentaient de traverser la frontière pour entrer sur le territoire israélien. Dix-neuf d'entre elles ont été tuées cette année, entre janvier et août, lors de 16 épisodes distincts qui ont également causé des dizaines de blessés.

Plus de 1 300 civils ont été jugés par un tribunal militaire égyptien pour avoir « *tenté de quitter illégalement l'Égypte par sa frontière orientale* ». À ce jour, aucun d'eux n'a été autorisé à s'adresser à des représentants du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Égypte, alors qu'ils étaient nombreux à être considérés comme des réfugiés ou des demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection internationale.

En juin 2008, l'Égypte a renvoyé pas moins de 1 200 ressortissants érythréens dans leur pays, où ils risquent d'être torturés et soumis à d'autres graves atteintes aux droits humains. Ceci est en complète contradiction avec les principes directeurs du HCR, aux termes desquels tous les gouvernements sont priés de ne pas renvoyer en Érythrée les réfugiés et les demandeurs d'asile de ce pays, même ceux dont la demande a été rejetée. Parmi ceux que les autorités égyptiennes ont expulsés, beaucoup avaient fui l'Érythrée pour échapper à un service militaire à durée illimitée ou aux persécutions religieuses contre les chrétiens. -

Une fois de retour, la plupart des hommes ont été détenus par les autorités érythréennes dans des camps d'entraînement militaire à Wia.

Amnesty International prie notamment les autorités égyptiennes de :

- donner pour instruction aux membres des forces de sécurité de ne pas avoir recours à leurs armes à feu ni à aucune force meurtrière sauf en cas d'absolue nécessité ;
- faire cesser tout renvoi forcé d'Érythréens, dans le respect des principes directeurs du HCR, ainsi que toute expulsion de personnes vers des pays où elles risquent d'être victimes d'atteintes aux droits humains, conformément aux obligations qui sont celles de l'Égypte en vertu du droit international relatif aux droits humains et du droit relatif aux réfugiés ;

- cesser de traduire des civils devant des tribunaux militaires, procédure qui est en violation des normes internationales en matière d'équité des procès ;
- veiller à ce que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile ne soient pas arrêtés dans une optique de contrôle de l'immigration et n'autoriser la détention que lorsque les autorités sont en mesure de prouver, pour chaque cas individuel, qu'elle est nécessaire, proportionnée à la situation et utilisée à des fins légitimes aux termes du droit international.

Note aux rédacteurs :

Des intervenants d'Amnesty International pourront donner des interviews en anglais, en arabe et en français.

FIN

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter notre site Internet : <http://www.amnesty.org>.